

170, BOULEVARD DU MONTPARNASSE
75014 PARIS - FRANCE
TÉL. 320.36.20

C. F. 1248-74 N PARIS
Nouveau
téléphone:
320.36.20

D 441 BOLIVIE: CHRONOLOGIE DE LA GREVE NATIONALE DE LA FAIM

On se souvient du mouvement de grève de la faim de janvier dernier qui, en Bolivie, avait aboutit au bout de vingt jours à l'amnistie générale des prisonniers politiques, exilés et licenciés du pays. C'était la première fois qu'une telle mesure était prise sous la poussée de l'opinion publique. Ce n'est pas un hasard si l'on enregistre des poussées très fortes dans le même sens au Pérou et au Brésil: l'exemple bolivien est un événement devenu symbolique dans l'Amérique latine actuelle.

C'est pourquoi nous revenons sur ce mouvement pour en donner aujourd'hui le compte-rendu détaillé. (Cf. DIAL D 424)

(Note DIAL)

CHRONOLOGIE DE LA GREVE DE LA FAIM QUI S'EST DEROULEE DU 28 DECEMBRE 1977 AU 18 JANVIER 1978

28 décembre 1977 (1er jour)

A 18 H, quatre femmes et leurs enfants commencent une grève de la faim dans les locaux de l'archevêché de La Paz. Ce sont des épouses de mineurs emprisonnés, exilés ou licenciés. L'une d'elles est enceinte.

Elles demandent:

- 1) l'amnistie générale et totale;
- 2) la réintégration des ouvriers licenciés;
- 3) la liberté syndicale;
- 4) le retrait de l'Armée des centres miniers.

29-30 décembre (2e et 3e jours)

Les premières manifestations de soutien à la grève de la faim viennent de la Fédération syndicale des mineurs, de l'Union des femmes boliviennes, de l'Assemblée permanente des droits de l'homme, du Comité inter-facultés de l'UMSA, du Parti ouvrier révolutionnaire.

Des fonctionnaires de la Corporation minière de Bolivie, du Ministère du travail et du Ministère de l'intérieur se rendent auprès des femmes grévistes pour leur proposer la révision du cas de leurs maris. Elles répondent qu'il ne s'agit pas seulement de leurs cas mais de celui de tous les prisonniers, exilés ou licenciés.

31 décembre (4e jour)

Un deuxième groupe de onze grévistes occupe les locaux du journal "Presencia". Il est composé de membres de l'Assemblée permanente des droits de l'homme de La Paz et de Cochabamba, de l'Union des femmes boliviennes, du Comité inter-facultés de l'UMSA, du Théâtre populaire et des familles de prisonniers politiques.

1er janvier 1978 (5e jour) - 3 janvier (7e jour)

Le premier groupe de grévistes de province se constitue en dehors de la capitale: à Cochabamba, une dizaine de personnes s'installent dans l'église San Francisco. A La Paz, le troisième groupe de la capitale occupe les bureaux des Nations-Unies. Il compte treize personnes (dix adultes et trois enfants) qui sont des mineurs, des paysans, des membres de l'Union des femmes boliviennes. A cette date, on compte 62 grévistes de la faim pour l'ensemble du pays.

Le ministre de l'intérieur qualifie la grève de "politique". Mgr Manrique se propose au président Banzer comme médiateur dans le conflit.

Le quatrième groupe de la capitale, composé de mineurs de Siglo XX et de membres de l'Assemblée permanente des droits de l'homme de Potosí, s'installe dans l'église Maria Auxiliadora de La Paz. La Confédération paysanne (la légitime) (1) exprime son soutien au mouvement.

4 janvier (8e jour)

Le cinquième groupe de la capitale se met en grève à l'Université de La Paz: onze étudiants et trois mineurs. A Cochabamba, neuf nouveaux grévistes s'ajoutent au groupe de San Francisco.

5 janvier (9e jour)

De nouveaux groupes de province s'organisent: à Oruro, à la paroisse du Rosario; à Potosí, dans l'église Santa Monica (cinquante étudiants). Le sixième groupe de la capitale (dix-huit personnes) se met en grève dans les locaux de l'Organisation mondiale de la santé. A Cochabamba, le nombre des grévistes de San Francisco s'élève à seize. Pour l'ensemble du pays, on compte déjà 83 personnes en grève de la faim (sans compter les enfants).

Le mouvement reçoit l'appui de Coopérateurs de la mine, de la Conférence nationale des professions libérales, de Accord presse-radio, des travailleurs de MANACO. L'Université San Simón de Cochabamba décide un arrêt de travail de vingt-quatre heures. Les agents pastoraux de la prélatrice de Corocoro expriment leur soutien à la grève.

6 janvier (10e jour)

De nouveaux groupes se joignent à la grève qui compte maintenant 111 personnes pour l'ensemble du pays. A La Paz, un septième groupe de neuf personnes s'installe dans les locaux du syndicat de la presse. A Santa Monica de Potosí, le nombre des grévistes atteint soixante-quinze. A Cochabamba, des groupes se forment à l'hôpital Viedma et dans les églises San Antonio (soixante étudiants) et San Pedro. Des adhérents se joignent à ceux de l'église San Francisco.

Le gouvernement organise en sa faveur une manifestation de soutien. Le ministre de l'intérieur parle de "subversion en marche dont la tête est invisible". Des manifestations d'étudiants favorables à la grève de la faim sont réprimées à La Paz.

Le mouvement reçoit l'appui du Front paysan de Cochabamba et du Centre Tupaj Katari. Des motions de soutien arrivent de l'étranger.

7 janvier (11e jour)

Le nombre total des participants s'élève à 200 pour l'ensemble du pays. Les premières descentes de police sont effectuées à Cochabamba et, à La Paz, dans

(1) Les organisations syndicales sont sous intervention administrative à travers des "coordinateurs" qui sont en fait les délégués du gouvernement pour contrôler le syndicalisme (N. d. T.)

dans les locaux de l'Organisation mondiale de la santé et de l'archevêché. Dans ce dernier lieu, la femme enceinte est emmenée de force mais, sitôt libérée, elle réintègre le groupe peu de temps après.

8 janvier (12e jour)

A Potosí, un groupe de dix-sept anciens mineurs s'installe dans l'église San Martín. A La Paz, des étudiants de l'Université catholique et des femmes de mineurs (dix-sept personnes) occupent l'église de Ezaltación (Obrajes).

9 janvier (13e jour)

Deux nouveaux groupes se mettent en grève de la faim à Oruro dans l'évêché et les bureaux du journal "El Expreso". A San Martín de Potosí le nombre des grévistes s'élève maintenant à vingt-trois personnes. Les grévistes demandent la médiation du représentant des Nations-Unies en Bolivie, M. H. Mayer.

Le gouvernement fait une première offre, mais ambiguë, en réponse aux revendications des grévistes.

A la UMSA un forum est organisé sur l'amnistie. La mine UNIFICADA de Potosí décide un arrêt de travail de quarante-huit heures à titre de soutien à la grève de la faim. Le mouvement reçoit l'appui de nombreuses organisations: UNITAS, AGAPE, mineurs de Quechisla, Conseil central d'amautas, syndicat IBUSA, MNR-I, travailleurs de base de la UMSA, Université de Tarija, Union des femmes boliviennes, Eglise méthodiste, paroisse Don Bosco de El Alto, Compagnie de Jésus, Droits de l'homme de Siglo XX. La FSTMB décide un arrêt de travail de vingt-quatre heures.

10 janvier (14e jour)

A Potosí, un nouveau groupe d'étudiants et de mineurs se joint au mouvement dans l'église San Pedro. Les grévistes sont maintenant 500 pour l'ensemble du pays.

Les Forces armées et la police sont mises en état d'alerte.

Des manifestations-éclair de soutien à la grève sont faites par les étudiants à La Paz et à Oruro. Les étudiants de Sucre organisent un arrêt de travail de vingt-quatre heures. Les mines de San José, Colquiri et Catavi cessent le travail pour vingt-quatre heures. Les mineurs de Huanuni font de même. C'est pratiquement tout le secteur minier qui cesse le travail.

Le gouvernement repousse le nom de M. Mayer comme médiateur et désigne unilatéralement le cardinal Maurer.

11 janvier (15e jour)

A Cochabamba, un cinquième groupe se forme, constitué de soixante-quinze personnes. Et à Llallagua (département de Potosí), en plein coeur de la région minière, un nouveau groupe entre en grève de la faim. A Potosí, les trois groupes existants totalisent maintenant cent soixante cinq personnes. A Sucre, ce sont cent étudiants qui commencent la grève. A Tarija, un groupe de treize étudiants occupe la cathédrale pour se joindre au mouvement. L'Université de Tarija cesse les cours. L'Université technique d'Oruro décide un arrêt de vingt-quatre heures. Les mineurs de Milluni apportent leur soutien au mouvement. Des motions d'appui continuent d'arriver de l'étranger.

Un accord est signé entre le cardinal Maurer et le gouvernement: mais il ne satisfait pas les grévistes qui présentent alors leurs contre-propositions.

12 janvier (16e jour)

Les grévistes de la faim sont désormais plus de 1.000 pour l'ensemble du pays: 13 à Tarija, 60 à Oruro, 150 à La Paz, 180 à Potosí, 275 à Cochabamba, 280 à Sucre.

A Oruro, le groupe installé à "El Expreso" est arrêté au moment où il se rendait dans l'église du Socavón.

13 janvier (17e jour)

A Santa Cruz, quinze grévistes s'installent dans l'église Jesús Obrero. A La Paz, un nouveau groupe occupe les bureaux de l'Alliance française.

A cette date, on compte vingt-trois groupes en grève de la faim pour l'ensemble du pays: 9 à La Paz, 4 à Cochabamba, 3 à Oruro, 3 à Potosí, 1 à Llallagua, 1 à Sucre, 1 à Tarija, 1 à Santa Cruz.

Les colons de Alto Beni se déclarent solidaires du mouvement. A La Paz, l'usine IBUSA décide un arrêt de travail de vingt-quatre heures. Les mineurs de Siglo XX ne tiennent pas compte de leurs "coordinateurs" (Cf note 1) et désignent un nouveau comité de base.

A Santa Cruz, vers minuit, après avoir enfoncé portes et fenêtres, soixante policiers envahissent l'église où se trouvent les grévistes, se saisissent d'eux et les emmènent en un lieu inconnu.

14 janvier (18e jour)

A La Paz, le groupe s'augmente de cinquante-deux étudiants. L'ancien président de la République, M. Luis Adolfo Siles Salinas, rejoint le groupe du collège San Calixto.

Les menaces gouvernementales se font plus pressantes à travers les communiqués des coordinateurs du secteur minier.

La Fédération syndicale des mineurs décide de cesser le travail pour quarante-huit-heures les mardi et mercredi suivants.

Des observateurs nord-américains arrivent. Il s'agit de Mary Jo Grispasser, Alan Mc Coy et Wilson Boots.

A la mine de Caracoles, quinze mineurs se mettent à leur tour en grève de la faim. La mine de Quechista cesse le travail pour une durée indéterminée. Six autres mines du sud cessent le travail pour quarante-huit heures. La grève de la faim reçoit l'appui de deux-cents membres du Comité de base des ouvriers du syndicat du livre et de la Confédération paysanne (la légitime).

15 janvier (19e jour)

Un nouveau groupe occupe le temple méthodiste "La Reforma" à La Paz. A Cochabamba, de nouveaux groupes d'étudiants se mettent en grève de la faim. La Fédération nationale des avocats appuie la demande d'amnistie générale. Les évêques convoquent une réunion extraordinaire pour procéder à une analyse de la situation. La Confédération des religieux et religieuses publie une déclaration de soutien aux grévistes. L'Assemblée permanente des droits de l'homme fait paraître en annonce payante un communiqué d'une demi-page dans "Presencia" pour exposer clairement les positions antagoniques du gouvernement et des grévistes.

16 janvier (20e jour)

A La Paz, un nouveau groupe de grévistes s'installe dans l'église Cristo Rey; il est composé d'ouvriers et de religieuses.

A Santa Cruz, la police disperse une manifestation d'étudiants en soutien de la grève de la faim. Mgr Rodriguez proteste contre la descente de police dans l'église Jesús Obrero. L'usine MANACO décide un arrêt de travail de vingt-quatre heures en soutien du mouvement. Un nouveau groupe se met en grève de la faim à Quillacollo. Des manifestations d'étudiants ont lieu à Cochabamba.

Le gouvernement décrète en sa faveur une grève générale obligatoire pour l'ensemble du département de La Paz; les coordinateurs sont chargés de faire appliquer la mesure. Ce sont les policiers qui empêchent les taxis de circuler et bloquent les bus. Les activités de la ville sont paralysées, ce qui provoque les réclamations des habitants contre le gouvernement et les coordinateurs.

Dans certaines usines, des assemblées sont organisées en dehors des coordinateurs officiels. A Ceja de El Alto, à La Paz, la foule met le feu à deux commissariats du Département d'ordre politique parce que leurs agents empêchaient la circulation des bus.

A 22 H 40, le gouvernement rompt les conversations avec le comité de grève et donne un délai de vingt-quatre heures aux grévistes de la faim pour qu'ils cessent leur mouvement.

17 janvier (20e jour)

A 3 H 30 du matin, dans un grand déploiement de forces, la police envahit les locaux de "Presencia", de l'Université, du syndicat de la presse, de l'Organisation mondiale de la santé, ainsi que les églises Cristo Rey et d'Obrajes. Tous les grévistes sont emmenés de force. Certains sont conduits en ambulance à l'hôpital de la police. Les autres sont arrêtés et emmenés dans différents locaux de la police. Les observateurs nord-américains assistent à l'occupation du journal "Presencia". L'archevêché n'est pas envahi par la police et les grévistes de cet endroit continuent leur mouvement.

Une opération similaire est menée à Sucre, à Potosí (quatre églises envahies) et à Cochabamba (trois églises envahies). A La Paz, trois religieux sont arrêtés.

Les cours universitaires sont abandonnés à La Paz, Cochabamba et Sucre. Les ouvriers des usines ne tiennent pas compte des ordres des coordinateurs. Des arrêts de travail se produisent dans les mines et dans de nombreuses usines du pays. Les mineurs de Huanuni décident un arrêt de travail de quarante-huit heures. Les mines de Siglo XX, Catavi et presque toutes les mines du secteur nationalisé font de même. Les petites mines se décident aussi dans le même sens.

Un étudiant est tué par les forces de l'ordre au cours d'une manifestation à La Paz. Le cardinal Maurer et le clergé de Sucre publient une déclaration qui souligne la valeur chrétienne et humaine des grévistes de la faim et qui demande au gouvernement de ne pas utiliser la violence mais d'accorder l'amnistie.

Accord presse-radio décide la grève générale pour le jeudi 19 en protestation contre les descentes de police à "Presencia" et au syndicat de la presse.

L'archevêque de La Paz annonce "l'état d'interdiction" de toutes les églises de La Paz et l'excommunication des responsables de l'occupation policière des églises. Des démarches sérieuses sont faites pour arriver à un règlement du conflit. Les trois observateurs nord-américains déploient une intense activité. Un haut dirigeant de Falange (Ponce Caballero) demande publiquement la démission du président Banzer. L'évêque d'Oruro annonce la fermeture des églises de son diocèse pour le dimanche suivant. Les professions libérales demandent l'amnistie avec insistance. Les représentants des grévistes de la faim restent en contact avec les délégués du gouvernement.

A 11 H du soir, un accord est conclu de façon inespérée: il satisfait pleinement les demandes des grévistes.

LA GREVE DE LA FAIM EST SUSPENDUE. A 11 H 30 DU SOIR, LA GRANDE MAJORITE DES DETENUS ET DES RELIGIEUX ARRETES SONT REMIS EN LIBERTE.

18 janvier

Le calme revient progressivement dans l'ensemble du pays. L'archevêque de La Paz rapporte la mesure d'"état d'interdiction". L'évêque d'Oruro fait de même pour la fermeture des églises.

Les cheminots et les ouvriers de la construction ne tiennent pas compte de leurs coordinateurs.

L'évêque de Potosí proteste contre l'opération de police dans les églises.

19 janvier

La grève générale de la presse a lieu. Le travail reprend dans les mines après les quarante-huit heures d'arrêt. Les universités reprennent les cours.

La plupart des grévistes de la faim se rassemblent au collège San Calixto de La Paz où une messe est célébrée pour le succès du mouvement.

20 janvier

Le gouvernement étudie les mesures de restauration des libertés syndicales. Le représentant de l'ONU proteste contre l'opération de police dans les locaux de l'Organisation mondiale de la santé. Le ministre des affaires étrangères accorde les visas de retour pour les exilés.

21 janvier

Les instituteurs urbains ne tiennent pas compte de leurs coordinateurs. Le Mouvement familial chrétien condamne les descentes de police.

22 janvier

Des petits groupes s'en prennent à Mgr Manrique pour son rôle durant la grève de la faim. Des motions de soutien à Mgr Manrique arrivent de divers côtés.

23 janvier

Les paysans de La Paz ne tiennent pas compte de leurs coordinateurs de la Fédération départementale (officielle) et élisent un nouveau comité directeur. La Fédération syndicale des mineurs de Bolivie, élue à Corocoro, sort de la clandestinité, s'installe dans ses locaux et reprend la direction de la fédération.

24 janvier

L'Assemblée permanente des droits de l'homme est invitée par la Fédération des mineurs de Bolivie qui lui exprime ses remerciements pour son engagement aux côtés du peuple.

Le gouvernement annule les mesures de limitation des activités syndicales.

Les ouvriers du syndicat du livre ne tiennent pas compte de leurs coordinateurs et convoquent leurs membres à des élections.

25 janvier

Les ouvriers de La Paz cherchent à reprendre le siège de leur syndicat mais ils sont repoussés par les forces de l'ordre.

26 janvier

Les instituteurs urbains essaient de faire de même mais ils se heurtent aux portes cadenassées et tiennent leur assemblée dans la cour du collège Ayacucho.

27 janvier

Plusieurs avocats acceptent de défendre les onze prisonniers politiques traduits devant la justice ordinaire.

31 janvier

Des démarches commencent auprès de COMIBOL pour la réintégration de quatre cent cinquante mineurs licenciés pour motifs syndicaux. Il est demandé que le futur parlement se mette à l'étude du Code du travail.

La Paz, le 31 janvier 1978

Le secrétariat de
L'Assemblée permanente des droits de l'homme

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 160 F - Etranger 185 F (voie normale)
(par avion: tarif sur demande)
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441